



## Entreprises

AGENDAS CACHÉS

# Atos : le temps des grandes manœuvres

En prenant 9,9 % d'Atos, le patron de Onepoint, David Layani, veut peser dans la renégociation du deal avec Daniel Kretinsky. Voire davantage.

PAR JULIE THOIN-BOUSQUIÉ

**L**es jours passant, l'espoir s'est frayé un chemin auprès de certains opposants au projet : et si Atos abandonnait son plan, celui de céder ses activités Tech Foundations au magnat tchèque Daniel Kretinsky tout en lui permettant de prendre 7,5 % du capital de son autre branche, Eviden ? Las. Le nouveau tandem en charge de la présidence du groupe, Jean-Pierre Mustier et Laurent Collet-Billon, a douché leurs espérances : pas de renoncement au projet en vue, mais l'ouverture à une modification des termes du contrat.

Une démarche que soutient énergiquement un invité de dernière minute à la table des négociations. Bien aidé par la chute du cours en Bourse, le fondateur de Onepoint, David Layani, s'est emparé de 9,9 % du capital d'Atos début novembre. De quoi le propulser au rang de premier actionnaire. Ce faisant, l'ambitieux quadra veut peser sur les conditions du deal concocté par l'ancien président du géant du numérique, Bertrand Meunier, dont il n'a toujours pas digéré « le mépris ». Car ce n'est pas la première fois qu'il apparaît dans le dossier Atos : il y a un an, sa proposition de rachat d'Eviden a été sèchement recalée par le conseil d'administration. « Cette démarche nous est apparue comme non crédible pour une société qui revendique un chiffre d'affaires de 500 millions d'euros et qui veut racheter

une entreprise de 5 milliards », expliquait encore Bertrand Meunier à *La Tribune* en septembre.

Très bien introduit dans le milieu politique – trop, peut-être, puisque sa proximité avec Nicolas Sarkozy lui vaut d'être mêlé à ses affaires judiciaires –, David Layani veut aujourd'hui pousser Daniel Kretinsky à payer plus cher que les 100 millions d'euros prévus dans le montage initial pour acquérir Tech Foundations. Le tout, en le libérant de sa participation dans Eviden. Une voie de sortie qui arrangerait bien le milliardaire tchèque, à en croire sa garde rapprochée en France. S'il a accepté de reprendre la partie Tech Foundations en raison de son expérience « dans les infrastructures », Daniel Kretinsky aurait en effet été poussé par l'ancien président d'Atos à prendre une part dans Eviden dont il n'aurait jamais voulue.

D'autant moins que sa possible entrée au capital de la seconde branche d'Atos suscite depuis des mois un énorme tollé. Par voies détournées, le monde feutré de la défense s'est ému de l'irruption d'un actionnaire étranger dans Eviden, arguant de la nature stratégique de certaines de ses activités. A compter du mois de janvier, la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat, que préside l'élus LR Cédric Perrin, doit lancer une mission d'information sur cette cession, en commun avec celle des Affaires économiques. Au regard des discussions en cours, Sophie

Vermeille, l'ancienne avocate de l'Udaac – association de petits actionnaires d'Atos –, déplore pour sa part sur le réseau LinkedIn le fait que « Daniel Kretinsky a bien été contraint d'investir dans Eviden en échange de conditions très avantageuses pour la cession de Tech Foundations ». Et d'en appeler à la vigilance du Parquet national financier, auprès duquel deux plaintes ont déjà été déposées. L'homme d'affaires tchèque a certainement connu meilleure publicité.

Dans ce contexte orageux, la direction d'Atos s'est donné jusqu'à la fin de l'année pour conclure des « accords définitifs et engageants » avec Kretinsky. Elle vise officiellement le deuxième trimestre 2024 pour réaliser l'opération et convoquer les actionnaires pour une assemblée générale qui promet d'être tendue. Nombreux sont ceux qui continuent de douter du bien-fondé de la cession, qu'elle soit drapée de ses nouveaux atours financiers ou non. « Il faut vraiment se poser la question de

**La situation financière du groupe est critique, avec une dette de 2,3 milliards d'euros**

l'intérêt de la vente à monsieur Kretinsky. Atos peut rapidement valoir le double d'aujourd'hui, si le groupe prend des mesures fortes de nature à rassurer les salariés et le marché. Je suis persuadé qu'Atos peut réaliser 500 millions d'euros d'économies dès 2024 », insiste Hervé Lecesne, le plus gros de ses petits actionnaires.

Chez les 100 000 salariés de l'entreprise, la circonspection domine aussi. Attaché « à l'unicité du groupe », le délégué CGT d'Atos-Bull Didier Moulin constate, amer : « Atos a déjà vendu ses activités en Italie, sa société EcoAct... 700 millions d'euros d'actifs ont déjà été cédés et 400 millions supplémentaires ont été annoncés. En un an, on a déjà disloqué un grand groupe, mais cela n'a eu aucun impact positif sur ses comptes, au contraire. » De fait, la situation financière d'Atos est de plus en plus critique. Lesté d'une dette de 2,3 milliards d'euros, le



groupe a vu sa notation de crédit dégradée à « BB- » par S & P.

A supposer que la vente de Tech Foundations finisse par aboutir, elle ne suffirait pas à sortir Atos de l'ornière, qui se rebaptiserait alors Eviden. Bien qu'elle soit présentée comme la pépite du groupe du fait de ses activités dans la cybersécurité et le *cloud*, cette branche pâtit aussi d'une santé fragile. De quoi expliquer que les rumeurs autour de ventes additionnelles, comme celle de la division big data et cybersécurité (BDS), aillent bon train. Encore faut-il qu'elles aient du sens sur le plan industriel, pour éviter d'enrayer plus encore la machine.

Le nouvel homme fort d'Atos, David Layani, se dit simplement attaché à ne pas brader ces actifs, lui qui se pose en « ancrage français et de long terme » de

l'ancien fleuron tricolore. Mais qu'en est-il vraiment ? Depuis novembre, son arrivée au capital d'Atos et son empressement à trouver un accord avec Daniel Kretinsky sont accueillis avec suspicion. Ses détracteurs craignent qu'il ne cherche à prendre le contrôle d'Eviden : n'a-t-il pas toujours voulu faire de Onepoint, 3 300 salariés pour 500 millions de chiffre d'affaires, un champion français des services du numérique ?

Le temps de l'urgence passé, David Layani n'écarte d'ailleurs aucune des options qui pourraient s'offrir à lui : montée au capital, prise de contrôle... « Rien n'est exclu », assure son entourage. La sécurisation de 500 millions d'euros auprès du gestionnaire d'actifs Carlyle tombe à point nommé. Et tant pis s'il s'agit d'un fonds américain. \*



C. JERUSALMI

David Layani est devenu début novembre le premier actionnaire d'Atos.

